

Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 19/1905 (1907)

Artikel: Fortbildungsschulen
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-17281>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

1. Luites de Genève contre la maison de Savoie. — Philibert Berthelier, Pécolat, Lévrier, Besançon Hugues. — Combourgeoisie de Genève avec Fribourg et Berne.
2. La Réforme. — Jean Calvin.
3. Nouvelles luites avec la maison de Savoie. — L'Escalade.
4. Genève aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles. — Période révolutionnaire.
5. Réunion de Genève à la France. — Délivrance de Genève qui devient un canton suisse.
6. Révolution de 1846. — Constitution de 1847.

Manuel: *Petite Histoire de Genève.*

Instruction civique. Garçons (1 heure). — Notions élémentaires d'instruction civique. (*Manuel d'instruction civique, édition réduite.*)

Ecriture. — Application dans les différents travaux écrits des principes acquis précédemment.

Musique (2 heures). — *Musique chiffrée.* — Revision générale. — *Intonation.* — Mode majeur et mode mineur; accords de 7^{me}. — Dièses et bémols. — Modulations faciles. — *Mesure.* — Division binaire et ternaire; subdivision binaire; mesures mixtes. — Langue des durées. — Ornaments mélodiques simples. — *Dictée.* — Dictées orales et écrites. — *Musique notée.* — Même programme que pour la musique chiffrée. — Double point. — Notions sommaires sur la clef de *fa*. — Indication des gammes majeures et mineures les plus usitées. — Indication des mesures les plus employées. — Définition de quelques termes usités en musique. — *Chiffre et portée.* — Solfège. — Lecture d'airs, duos, trios. — Chants à deux et à trois voix. — Fréquents exercices de transcription. — Exercices écrits faits en classe ou à domicile.

Gymnastique. Garçons (2 heures). — Développement du programme de 5^{me} année. — Exercices avec cannes. — Sauts combinés. — Espalier et homme. — Jeux. — Natation.

Gymnastique méthodique. Filles (2 heures). — Leçons complètes tirées du *Manuel de gymnastique*, parties A, B et D. — Extension du dos. — Suspensions et sauts en sections. — Marches diverses. — Courses. — Danse. — Jeux. — Natation.

Travaux manuels. Filles (5 heures). — *Tricotage.* — Un bas (marquer les initiales). — *Raccommodege du bas.* — Trou de côtes. — *Couture.* — Couture à points arrière surfilée. — Point lacé. — Petits plis. — Ourlets à jour. — Point de flanelle. — Points d'ornementation. — Application de ces derniers points à la marque. — Etude des fronces cousues intérieurement: pose de la ceinture. — Etude des fronces cousues extérieurement. — *Exercices préparant aux confections.* — 1. A la chemise: Devant de chemise avec poignet. — Une manche de chemise avec faux-ourlet coupé d'après la forme de la manche. — 2. Au tablier: Un empiècement doublé avec un biais à l'encolure. — Bas de manche de tablier avec poignet. — 3. Au pantalon: Bas de jambe de pantalon avec poignet. — *Coupe.* — 1. Chemise sans manches (boutonnée ou non sur l'épaule). — 2. Chemise avec manches. — 3. Tablier à empiècement. — 4. Pantalon de fillette. — Tracé des patrons. — Coupe et assemblage. — *Confection.* — Une confection choisie parmi les travaux de coupe.

III. Fortbildungsschulen.

19. 1. Beschluß des Erziehungsrates des Kantons Uri betreffend Auszeichnungen bei den Rekrutenprüfungen. (Vom 5. Oktober 1905.)

1. Rekruten mit Leistungen bis und mit sechs Punkten erhalten die Ehrenkarte „gut“ (golden) und jene mit Leistungen bis und mit acht Punkten die

Ehrenkarte „befriedigend“ (silbern), auf vier Fächer berechnet, gemäß Dienstbüchlein.

2. Wer eine Ehrenkarte erhält und in Uri die Primarschule vollendet hat, erhält auch den Preis.

3. An Prüflinge mit einem „Vierer“ in irgend einem Fach darf keine Ehrenkarte und an solche mit mehr als acht Punkten kein Buch verabfolgt werden.

4. Der Betrag von Fr. 3 soll nicht am Prüfungstag selbst an die betreffenden Rekruten, sondern nachher durch den Ortspfarrer an sie verabfolgt werden.

20. 2. Règlement général des écoles ménagères du canton de Fribourg. (Du 10 juin 1905.)

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg, vu la loi additionnelle du 10 mai 1904 sur l'instruction primaire; l'art. 213 du règlement général des écoles primaires, du 8 août 1899; le programme des cours complémentaires pour jeunes filles adopté par la commission cantonale des études, le 14 mai 1901;

considérant:

Un certain nombre d'écoles ménagères ont été fondées dans le canton et soumises jusqu'à ce jour à un règlement spécial approuvé par la Direction de l'Instruction publique. La loi additionnelle a rendu obligatoires les cours de perfectionnement pour jeunes filles, et statué qu'ils seraient établis par régions. Il y a lieu d'en assurer le fonctionnement régulier en adoptant des prescriptions générales; sur la proposition de la Direction de l'Instruction publique,

arrête:

Les dispositions suivantes sont adoptées et entreront en vigueur sous le titre de „Règlement général des écoles ménagères“.

Chapitre premier. — Organisation.

Art. 1^{er}. Les écoles ménagères sont destinées à compléter les connaissances spéciales que les jeunes filles ont acquises à l'école primaire. Elles y reçoivent des leçons de cuisine, de coupe, de blanchissage et de repassage, d'économie domestique, d'hygiène et de jardinage, selon le programme adopté par la Commission des études.

Art. 2. Une école ménagère sera établie successivement dans chaque région. Le Conseil d'Etat en fixe le siège et indique les communes qui doivent faire partie du même cercle régional.

Art. 3. En principe, le cercle d'une école ménagère embrasse toutes les communes comprises dans un périmètre tracé depuis le centre scolaire avec un rayon de quatre kilomètres.

Art. 4. Les communes du cercle régional sont tenues de participer aux frais de l'école.

La commune du siège de l'école fournit gratuitement, avec les locaux pour la tenue des cours, le logement de la maîtresse et un emplacement convenable pour l'établissement d'un jardin. Les autres dépenses sont réparties équitablement entre toutes les communes du cercle. Cette répartition est soumise à la ratification du Conseil d'Etat.

Le traitement de la maîtresse est prélevé sur le subside de l'Etat et complété par la subvention fédérale.

Art. 5. Le mobilier scolaire obligatoire est déterminé par la Direction de l'Instruction publique, à qui est aussi demandée l'approbation des locaux.

Art. 6. Le programme de l'enseignement comporte deux années d'études. Les élèves de chaque année sont divisées en groupes ou cours de douze au maximum.

Art. 7. Les dates d'ouverture et de clôture de l'année scolaire sont fixées par le règlement particulier de l'école. L'année comprend, pour chaque groupe, quarante jours effectifs de classe.

Art. 8. La classe commence à 8 h. du matin; elle se termine, au plus tard, à 4¹/₂ h. en hiver et à 6 h. en été.

Art. 9. Le comité fixe, d'entente avec l'inspectrice, la durée des leçons et le temps des vacances. Les vacances peuvent être de quatre mois consécutifs si les besoins de la contrée l'exigent.

Chapitre II. — Fréquentation.

Art. 10. Toutes les jeunes filles émancipées de l'école primaire et domiciliées dans une des communes du cercle sont astreintes à la fréquentation de l'école ménagère et sont tenues de s'y présenter spontanément.

L'inspecteur d'arrondissement transmet à l'inspectrice les livrets scolaires de toutes les jeunes filles qu'il a libérées de l'école primaire.

Art. 11. Chaque élève doit suivre, un jour par semaine, les cours de l'école ménagère avec le groupe auquel elle est attribuée.

Art. 12. Chaque participante est tenue de fréquenter l'école au jour fixé par l'institutrice, qui peut aussi transférer une élève dans un autre groupe d'une même année.

Art. 13. Chaque jour de classe, toutes les élèves prennent le dîner et le goûter à l'école. Elles payent une contribution représentant le coût de ces repas.

Art. 14. La commune est responsable de la cotisation due par les élèves ayant domicile légal sur son territoire et qui seraient absolument dénuées de ressources.

Art. 15. Aucune élève ne peut s'absenter de l'école sans l'autorisation de l'institutrice.

Art. 16. L'élève que les circonstances obligent à manquer l'école doit en requérir l'autorisation un jour à l'avance.

Art. 17. Toute arrivée tardive est punie d'une amende de 10 centimes. Une absence est considérée comme illégitime si l'élève ne s'est pas excusée dans le courant de la journée de classe.

Les absences illégitimes sont punies d'après le tableau suivant:

Pour la journée entière: 1^{re} absence 40 cts.; 2^{me} absence 80 cts.; 3^{me} absence et suivantes fr. 1. 20.

Pour une demi-journée: 1^{re} absence 20 cts.; 2^{me} absence 40 cts.; 3^{me} absence et suivantes 60 cts.

Art. 18. Un examen présidé par l'inspectrice d'arrondissement a lieu à la clôture de l'année scolaire.

Art. 19. Il est délivré un certificat contresigné par l'inspectrice aux élèves qui ont suivi régulièrement les cours de l'école ménagère.

Art. 20. Les émancipations ont lieu après deux années de fréquentation. Elles sont prononcées par l'inspectrice sur le préavis du comité.

La note moyenne trois est exigée. L'élève qui ne l'a pas obtenue peut être astreinte à fréquenter l'école ménagère pendant une année encore.

Chapitre III. — Surveillance.

Art. 21. L'inventaire du mobilier des salles de l'école ménagère est établi sur un double registre fourni par la commune du siège scolaire. Il est contresigné par l'institutrice et le comité de l'école.

Art. 22. A l'entrée et au départ d'une institutrice, le comité procède à la vérification de l'inventaire.

Art. 23. Les élèves sont responsables des dégradations qu'elles ont causées, même par simple négligence, au mobilier et au matériel de l'école. Les objets mis hors d'usage sont remplacés à leurs frais.

Art. 24. L'institutrice veille à la conservation et à l'entretien du mobilier et du matériel scolaire. Elle signale au comité les dégradations qui exigent une réparation ou donnent lieu à une amende.

Art. 25. Le comité est saisi des plaintes de l'institutrice contre les parents ou les élèves, de ceux-ci contre l'institutrice. Il entend les parties et procède à une enquête. Si la difficulté ne peut être résolue à l'amiable, la plainte qui en fait l'objet est soumise au préfet du district.

Art. 26. Il est interdit aux parents et, en général, à toute personne qui aurait à se plaindre de l'institutrice, de s'introduire dans la maison d'école pour lui adresser des reproches et la troubler dans l'exercice de ses fonctions. Toute infraction à cette défense est punie conformément à la loi scolaire.

Chapitre IV. — Personnel enseignant.

Art. 27. L'école ménagère est confiée à une institutrice qui enseigne toutes les branches du programme.

Art. 28. L'institutrice est nommée pour une durée de quatre ans, par le Conseil d'Etat, sur le préavis du comité, de l'inspectrice et du préfet.

Art. 29. Elle doit être pourvue d'un brevet spécial pour l'enseignement ménager.

Art. 30. Le traitement de l'institutrice est de fr. 1000.

Art. 31. L'institutrice a, envers ses élèves, les mêmes droits et les mêmes devoirs que les maîtres de l'école primaire envers leurs élèves. Elle tient un journal de classe, un registre matricule, un registre de progression et d'absences. Elle remplit les livrets scolaires et adresse, chaque semaine, le relevé des absences au comité, à l'inspectrice et au préfet.

Art. 32. L'institutrice veille à la propreté et au bon entretien de la salle de classe et de la cuisine. En hiver, les locaux sont, par ses soins, convenablement chauffés avant l'arrivée des élèves.

Art. 33. L'achat du matériel scolaire se fait par l'institutrice, d'après les indications de l'inspectrice.

Art. 34. L'institutrice tient un compte exact de toutes les recettes et dépenses à la charge du cours. Un registre spécial est affecté au compte de la cuisine et un second à celui des travaux à l'aiguille. Elle dresse, en outre, un état, avec indication de leur valeur, des dons en nature faits à l'école.

Ces livres, accompagnés des pièces comptables, reçus, factures, sont transmis à l'inspectrice, le 15 juillet au plus tard. Celle-ci établit, en triple expédition, le compte et le budget de chaque école ménagère et les adresse, avant le 10 août, à la Direction de l'Instruction publique.

Art. 35. Les institutrices d'école ménagère peuvent être réunies en conférence une fois par an, sur convocation de l'inspectrice.

Chapitre V. — Autorités scolaires.

Art. 36. Les autorités chargées de veiller à la bonne marche de l'école ménagère sont: *a.* L'inspectrice d'arrondissement; — *b.* Le comité de l'école.

Art. 37. L'inspectrice visite les cours ménagers au moins deux fois par an. Elle veille à la répression des absences, contrôle la comptabilité, donne les directions méthodologiques nécessaires et présente, chaque année, à la Direction de l'Instruction publique, les comptes annuels et le budget avec un rapport sur la marche de l'école.

Art. 38. Le comité compte généralement cinq membres, élus par une assemblée formée de deux délégués par commune.

Suivant les circonstances, le nombre des membres peut être porté à sept et complété par la Direction de l'Instruction publique.

Art. 39. Le comité choisit dans son sein le président et le secrétaire.

Le président convoque le comité et dirige ses délibérations.

Art. 40. Le comité élabore le règlement particulier de l'école, sous réserve de la sanction de la Direction de l'Instruction publique.

Art. 41. Le comité exerce la surveillance sur la marche de l'école. Il visite les cours, au besoin par une délégation, au moins tous les deux mois. Chaque membre peut en tout temps assister aux leçons.

Art. 42. Tous les membres du comité assistent, autant que possible, aux examens de fin d'année dirigés par l'inspectrice.

Art. 43. Le comité prend l'initiative de toutes les mesures propres à favoriser le développement et le progrès de l'école.

Art. 44. Le présent règlement entrera en vigueur dès sa promulgation.

Il sera publié par la voie de la *Feuille officielle*, imprimé en livrets et inséré dans le *Bulletin des lois*.

21. 3. Bekanntmachung der Landesschulkommission des Kantons Appenzell I.-Rh. betreffend Prüfung der Fortbildungsschüler. (Vom 7. Oktober 1905.)

Behufs Kontrollierung der Resultate der Fortbildungsschule ist auf Samstag den 28. Oktober 1905 für alle im Kanton wohnenden Kantons- und Schweizerbürger, welche im Herbst 1906 zur militärischen Aushebung (Einteilung) kommen (1887er Jahrgänger), eine kantonale Prüfung anberaumt.

Es haben zu erscheinen: vormittags 8 Uhr die Rekruten von Oberegg im Schulhause im Dorf Oberegg und die Rekruten des innern Landesteiles (mit Ausnahme des Schulkreises Appenzell) im neuen Schulhause in Appenzell; nachmittags 1 Uhr die Rekruten aus dem Schulkreise Appenzell.

Wer das Zeugnisbüchlein der Fortbildungsschule nicht mitbringt, wird mit 1 Fr. gebüßt, ebenso wird Ausbleiben oder zu spätes Erscheinen bestraft.

Jeder Prüfling, der in einem Fache eine schlechtere Note als ein Drei erhält, hat, sofern er nicht — nach vier Fächern berechnet — eine Durchschnittsnote von zehn oder weniger Punkten hat, eine spezielle Nachschule zu bestehen. Letztere wird für den ganzen innern Landesteil einem oder, wenn nötig, zwei Lehrern in Appenzell übertragen. Schulzeit: Von Anfang November bis Mitte März wöchentlich zwei Abendstunden. Den Nachschülern in den Außengemeinden bleibt jedoch freigestellt, statt dieser Nachschule die gewöhnliche Fortbildungsschule noch einen vierten Winter wöchentlich zweimal zu besuchen, vorausgesetzt, daß dadurch die Schülerzahl des betreffenden Kreises nicht zu groß wird.

Für den äußern Landesteil besteht unter den nämlichen Grundsätzen eine Nachschule in Oberegg.

Meister, welche im stellungspflichtigen Alter stehende Lehrlinge oder Arbeiter haben, sind unter eigener Verantwortlichkeit verpflichtet, dieselben auf die Pflicht zum Besuche der Prüfung und eventuell der Schule aufmerksam zu machen.

Die Ortsschulräte haben für regelmäßigen Besuch dieser Nachschule zu sorgen.

22. 4. Verordnung über die allgemeinen Fortbildungsschulen des Kantons St. Gallen. (Vom 13. Oktober 1905.)

A. Allgemeines und Organisatorisches.

Art. 1. Die allgemeine Fortbildungsschule (im Sinne von Art. 2 des Bundesgesetzes betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule) hat zum

Hauptzwecke die allgemeine Ausbildung der nicht mehr primarschulpflichtigen jungen Leute, zum Unterschiede oder als Vorstufe von der spezifisch beruflichen (landwirtschaftlichen, gewerblichen, kaufmännischen) Fortbildungsschule, deren Hauptzweck eine spezifisch fachliche Ausbildung ist.

Art. 2. Die allgemeine Fortbildungsschule (Knaben- oder Mädchen-Fortbildungsschule) kann freiwillig oder obligatorisch sein. (Vergl. Art. 5.)

Art. 3. Die Knabenfortbildungsschule umfaßt 2—3 Jahrgänge. Die Entlassung aus derselben findet für jeden Schüler in demjenigen Kalenderjahre statt, in welchem er das 19. Lebensjahr vollendet.

Art. 4. Die Mädchenfortbildungsschule schließt in der Regel unmittelbar an die Ergänzungsschule, beziehungsweise den 8. Kurs an.

Art. 5. Die Errichtung und Forterhaltung einer allgemeinen Fortbildungsschule ist (gemäß Art. 7 der Kantonsverfassung) Sache der politischen Gemeinde, eventuell der Schulgemeinde, und zwar bedarf es für Einführung des Obligatoriums eines Beschlusses der politischen beziehungsweise der Schulgemeinde, für Einführung einer freiwilligen Fortbildungsschule nur eines Beschlusses des Gemeinderates beziehungsweise des Schulrates.

Art. 6. Um auf Staatsunterstützung Anspruch zu haben, muß eine Fortbildungsschule so eingerichtet sein, daß sie von den Angehörigen aller Bekenntnisse ohne Beeinträchtigung ihrer Glaubens- und Gewissensfreiheit besucht werden kann (Art. 27 der B.-V.).

Wo noch konfessionell getrennte Schulgemeinden bestehen, haben sich dieselben zur Führung einer oder, wo es die territorialen Verhältnisse erheischen, mehrerer gemeinsamer Fortbildungsschulen zu vereinigen.

Art. 7. Bei Übernahme einer Fortbildungsschule durch eine einzige Schulgemeinde kann ohne weiteres der Primarschulrat die Leitung besorgen. Wo dagegen die politische Gemeinde eine Fortbildungsschule errichtet hat oder mehrere Schulgemeinden eine solche gemeinsam führen, wird ein besonderer Fortbildungsschulrat bestellt, in welchem eine angemessene Vertretung aller Konfessionen stattfinden soll.

Für die obligatorischen Fortbildungsschulen können die Fortbildungsschulräte entweder von den Gemeinden selbst gewählt oder deren Ernennung den zuständigen Behörden übertragen werden.

Art. 8. Wo obligatorische Fortbildungsschulen bestehen, sind die Gemeinderatskanzleien verpflichtet, jährlich rechtzeitig vor deren Eröffnung, dem Fortbildungsschulrate ein Verzeichnis der in der Gemeinde sich aufhaltenden und in Frage kommenden Schulpflichtigen der betreffenden Jahrgänge zu übergeben.

Art. 9. Die Schulgemeinden stellen den Fortbildungsschulen wenn nötig die vorhandenen Schullokale, eventuell auch einzelne allgemeine Lehrmittel, wie Wandtafeln, Karten etc. zur Verfügung, soweit dies ohne Beeinträchtigung des Primarschulunterrichtes möglich ist.

Art. 10. Sowohl für die freiwilligen wie für die obligatorischen Fortbildungsschulen sind besondere Statuten aufzustellen, die der Genehmigung des Erziehungsrates unterliegen.

Art. 11. Vom Erziehungsrat wird ein Normalstatut (eventuell mit Bezeichnung des Lehrstoffes) aufgestellt; doch soll dadurch die den lokalen Bedürfnissen angepaßte Ausgestaltung der einzelnen Schule nicht beeinträchtigt werden.

Art. 12. Die Einführung der Fortbildungsschule (obligatorisch und freiwillig) erfolgt jeweilen auf mindestens drei Jahre.

Wo ein Endtermin nicht festgesetzt wird, bleibt der Beschluß in Kraft, bis derselbe von der gleichen Instanz wieder aufgehoben ist.

Art. 13. Von der allgemeinen Fortbildungsschule wird dispensiert: Wer eine Studienanstalt oder eine berufliche Fortbildungsschule besucht, vorausgesetzt, daß daselbst billigen Minimalanforderungen in Bezug auf die in Art. 15 aufgeführten Fächer Genüge geleistet wird, worüber die Organe des Erziehungswesens entscheiden.

Art. 14. Auch die freiwilligen Fortbildungsschulen sind für die eingetretenen Schüler je für einen Jahreskurs obligatorisch.

B. Lehrstoff, Lehrmittel, Unterrichtszeit.

Art. 15. Die regelmäßigen Fächer der Knabenfortbildungsschule sind: Deutsch (Lesen und schriftliche Arbeiten); — Rechnen und Buchhaltung; — Vaterlandskunde, Schweizergeschichte und Verfassungskunde.

Die regelmäßigen Fächer der Mädchenfortbildungsschule sind: Deutsch (Lesen und schriftliche Übungen); — Rechnen, mit besonderer Berücksichtigung der Hauswirtschaft und der Haushaltsbuchführung; Haushaltskunde, nebst Belehrungen über Gesundheits- und Krankenpflege; — Handarbeiten.

Art. 16. Aller Unterricht soll, unter steter Bezugnahme auf die mutmaßliche spätere berufliche Lebensstellung der Schüler, auf deren individuelle Ausbildung hinzielen. Derselbe ist, soviel möglich, auf Grund der Anschauung zu erteilen.

Art. 17. Es ist auch die Einführung von einzelnen Spezialkursen, z. B. Handfertigkeitkursen, Kochkursen etc., sowie von Lehrgegenständen, die in Art. 15 nicht genannt sind, gestattet. Doch ist darüber getrennt Rechnung zu stellen.

Falls für einzelne Fächer oder Kurse auch auf Bundessubvention Anspruch gemacht werden will, sind die einschlägigen eidgenössischen Reglemente zu beobachten.

Art. 18. In größeren Gemeinden, wo Landwirtschaft und Industrie nebeneinander vorkommen und ohnehin die Schüler in verschiedenen Abteilungen unterrichtet werden müssen, empfiehlt es sich, in Knabenfortbildungsschulen eine Teilung nach Berufsarten einzuführen, d. h. eine landwirtschaftliche und eine industrielle Abteilung zu machen, damit die beiden Richtungen sowohl punkto Lehrstoff als auch hinsichtlich der Ansetzung des Unterrichts auf bestimmte Tagesstunden gebührend berücksichtigt werden können.

Art. 19. Die Lehrmittel, welche in den Fortbildungsschulen zur Verwendung kommen, unterliegen der Genehmigung des Erziehungsrates oder können von diesem bestimmt werden.

Art. 20. Der Unterricht wird in der Regel während des Wintersemesters erteilt und soll im Minimum 20 Schulwochen mit wenigstens vier wöchentlichen Stunden umfassen, wobei der Beginn des Kurses mit dem Semesteranfang der Primarschule zusammenfällt.

Diese Unterrichtszeit kann entweder auf einen Vor- oder Nachmittag oder auf mindestens zwei Abende verlegt werden.

Nach Bedürfnis können auch Sommerkurse eingeführt werden.

Art. 21. Der Unterricht darf nicht auf Sonn- oder Feiertage angesetzt und abends nicht über 9 Uhr ausgedehnt werden.

C. Inspektion, Lehrer.

Art. 22. Die Fortbildungsschule untersteht regelmäßiger Inspektion.

Mit derselben wird bezirksweise je ein vom Bezirksschulrate aus seiner Mitte bezeichneter Mitglied betraut.

Wo die Größe des Bezirks oder andere Verhältnisse es begründet erscheinen lassen, kann die Inspektion auch auf zwei Bezirks-Schulratsmitglieder verteilt werden.

Die Berichterstattung erfolgt in gleicher Weise wie bezüglich der Primarschule.

Die Mädchenfortbildungsschule unterliegt überdies der Inspektion und Berichterstattung durch die Bezirksschulinspektorinnen.

Art. 23. Der bezirksschulrätliche Inspektor hat bei der nach allgemein üblichen Gesichtspunkten stattfindenden Kontrolle bei Anlaß der Schulbesuche besonders auf folgende Punkte zu achten:

- a. Daß die Absenzenverzeichnisse korrekt geführt und die entschuldigten von den unentschuldigten Absenzen genau auseinandergehalten werden;
- b. daß die in dieser Verordnung angedrohten Strafen strenge zur Anwendung kommen und die Geldbußen pünktlich eingezogen werden;
- c. daß keine unbegründeten Verspätungen vorkommen;
- d. daß die Unterrichtszeit wohl ausgenützt werde;
- e. daß der Lehrer sorgfältig vorbereitet in den Unterricht komme;
- f. daß derselbe die Schülerhefte nicht unkorrigiert in die Schule bringe.

Art. 24. In denjenigen Gemeinden, die das Obligatorium eingeführt haben, können, mit Rekursrecht an die Erziehungskommission, die dort angestellten Lehrer, wenn keine zwingenden Verhinderungsgründe bestehen, zur Stundenerteilung an den Fortbildungsschulen angehalten werden.

Mit Zustimmung des Bezirksschulrates und unter Anzeige an das Erziehungsdepartement können auch Personen zur Unterrichtserteilung beigezogen werden, die kein kantonales Lehrerpapent besitzen.

Art. 25. Es werden behufs besserer Ausbildung von Lehrkräften für die Fortbildungsschule vom Erziehungsrate von Zeit zu Zeit Kurse veranstaltet.

D. Kosten, Staatsbeitrag, Minimal- und Maximal-Schülerzahl.

Art. 26. Der Besuch der Fortbildungsschule ist für den Schüler unentgeltlich.

Art. 27. Für die einzelne Lehrstunde ist dem Lehrer an obligatorischen Schulen ein Stundengeld von wenigstens Fr. 1. 25, an freiwilligen von wenigstens Fr. 1 zu leisten.

Art. 28. An dieses von der Gemeindeschulkasse auszahlende Stundengeld leistet der Staat, sofern der Kredit es gestattet, an obligatorische Fortbildungsschulen einen Beitrag von Fr. 1 und von freiwilligen einen von 75 Rp. Überdies leistet der Staat einen Zuschlag von 25%, wenn der Unterricht bei Tag erteilt wird. Dieser Zuschlag ist der betreffenden Lehrerschaft auszufolgen.

Art. 29. Endlich leistet der Staat, soweit die Mittel reichen, auch Beiträge an die Anschaffung von Demonstrationsmaterial für den Unterricht.

Art. 30. Um auf Staatsunterstützung Anspruch zu haben, muß eine Fortbildungsschule, soweit nicht territoriale Schwierigkeiten den Anschluß an eine benachbarte Schule, resp. Schulgemeinde verunmöglichen und eine Ausnahme begründen, bei Eröffnung des Kurses mindestens 8 und bei Schluß desselben mindestens 6 Schüler zählen.

Art. 31. Ein Kurs von über 20 Schülern kann, ein solcher von über 30 Schülern muß parallelisiert werden.

Art. 32. Der Staat leistet auch Beiträge an die in Art. 25 erwähnten Kurse.

E. Strafbestimmungen.

Art. 33. Den Schulbehörden stehen bezüglich der Fortbildungsschule die gleichen Strafbestimmungen zu Gebote wie bezüglich der Primarschule.

Wegen beharrlicher Widersetzlichkeit, grobem Unfug oder mindestens 3 unentschuldigten Absenzen im gleichen Monat ist der Schuldige, auf Klage des Fortbildungsschulrates, eventuell des Bezirksschulrates, vom Gemeinderate mit Geldbuße bis auf Fr. 10, im Rückfall von der Gerichtskommission mit Geldbuße bis auf Fr. 30 oder mit Gefängnis bis auf 3 Tage zu bestrafen.

Für Kosten und Bußen haftet bei Mitverschulden der Inhaber der elterlichen oder vormundschaftlichen Gewalt. Derselbe kann nach vorausgegangener Untersuchung auch direkt, nach den Bestimmungen der Strafgesetzgebung, der zuständigen Strafbehörde zur Beurteilung überwiesen werden.

F. Schlußbestimmung.

Art. 34. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft. Doch ist es in die Kompetenz des Erziehungsrates gelegt, im Übergangsjahre auf bereits bestehende Organisationen gebührend Rücksicht zu nehmen.

Art. 35. Durch diese Verordnung werden aufgehoben die im Regulativ über die Verwendung der Staatsbeiträge an die Fonde und Rechnungsdefizite der Volksschulen vom 12. Februar 1895 die Fortbildungsschulen betreffenden Bestimmungen.

23. 5. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons St. Gallen an die Schulräte und Fortbildungsschulkommissionen betreffend die Organisation der allgemeinen Fortbildungsschulen. Normalstatut. (Vom 11. Dezember 1905.)

Sie empfangen hiermit das in Art. 11 der Verordnung über die allgemeinen Fortbildungsschulen des Kantons St. Gallen in Aussicht genommene Normalstatut, vorläufig für die obligatorischen und freiwilligen Knabenfortbildungsschulen. Es will nicht bindende Vorschriften geben, sondern nur Ratgeber sein. Die Vorschriften sind in der Verordnung selbst enthalten, und das Normalstatut weist auf den Weg hin, auf welchem jene am korrektesten und leichtesten zu erfüllen sind.

Falls nun Ihre bisherigen Statuten in irgend einem Punkt der zitierten Verordnung nicht entsprechen sollten, so laden wir Sie ein, sie zu ändern und sich dabei möglichst an das im Normalstatut befolgte Schema zu halten. Diejenigen Gemeinden und Behörden, die bisher noch keine Fortbildungsschule besaßen, muntern wir auf, eine solche zu gründen und beizeiten die dazu nötigen Schritte zu tun, damit die Eröffnung der Schule im Schuljahr 1906/07 stattfinden kann. Auch diese haben sich bei Aufstellung der Statuten möglichst unserm Schema anzuschließen. Dabei machen wir darauf aufmerksam, daß mit Vorteil obligatorische Schulen errichtet werden, die, abgesehen von der größeren Leistungsfähigkeit, in Hinsicht auf die hinzutretende Bundessubvention größerer Beiträge teilhaftig werden als die freiwilligen. Die obligatorischen müssen laut Art. 5 der kantonalen Verordnung von der Gemeinde beschlossen werden, während die freiwilligen von den zuständigen Behörden ohne Anfrage der Gemeinde eingeführt werden können.

Von einigen Seiten sind Bedenken gegen die in der Verordnung enthaltene Bestimmung erhoben worden, daß der Unterricht in den Abendstunden nicht über 9 Uhr ausgedehnt werden soll. Natürlich läßt sich an dieser Vorschrift nicht rütteln. Sie ist wohl erwogen worden und gründet sich auf die Erwägung, daß ein Unterricht in späterer Nachtzeit von ganz geringem Erfolge ist und für die Disziplin bedeutend vermehrte Schwierigkeiten bietet. Die Zumutung an die jungen Leute, die sich tagsüber in Wald oder Feld, in Werkstatt oder Fabrik, an der Maschine oder bei einer anderen Beschäftigung müde gearbeitet haben, die Abendstunden bis über 9 Uhr hinaus der Schule zu opfern, ist eine unbillige. Die ununterbrochene berufliche Arbeit ist ohnehin für dieses Alter eine Strapaze, und es gibt eine große Prozentzahl von Jünglingen, deren Entwicklung unter dem Übermaß der täglichen Anstrengung gehemmt wird. Da würde, auch abgesehen von der Erfolglosigkeit des in späten Abendstunden stattfindenden Unterrichts, die bessere Bildung unserer Jugend allzu teuer erkauft, wenn sie auf Kosten von Kraft und Gesundheit erworben werden müßte. Was hätte unser Vaterland davon, wenn zwar die Rekrutenprüfung ein besseres, aber die sanitarische Untersuchung der Stellungspflichtigen ein schlimmeres Resultat zutage förderte? Man denke sich einen Schüler, der von der Arbeit weg zur Schule eilt; er hat kaum Zeit, sich zu reinigen und umzukleiden; das Abendbrot nimmt er mit auf den Weg oder verzichtet darauf bis zum Schluß der Schule; dann sitzt er zwei Stunden in der Schulbank, hat vielleicht nachher in Sturm und Wetter und wildem Schneegestöber einen Heimweg von einer halben oder ganzen Stunde zu machen. Solche Zumutung ist allzu groß. Die Schule bleibt für diese jungen Menschen ohne Segen, wenn man ihnen nicht zu

ihren Gunsten einen frühern Feierabend in der Berufsarbeit gestattet und den Unterricht so früh beginnt, daß er spätestens um 9 Uhr geschlossen werden kann.

Der Grundsatz, die Schulzeit nicht über 9 Uhr hinaus auszudehnen, wurde bereits in einem großen Teil unserer bisherigen Fortbildungsschulen durchgeführt. Einige derselben begannen schon um 6 Uhr und schlossen um 8 Uhr. Im ferneren ist diese Praxis in und außer unserm Vaterlande eine allgemeine. Die Fabriken entlassen die Schüler eine Stunde früher und richten sich danach ein, auch wenn es nicht immer leicht ist. Sie machen auch den Schülern für die Versäumnis keinen Abzug. Wir sind überzeugt, daß sämtliche Fabrikbesitzer unseres Kantons nicht hinter denjenigen anderer Kantone und Länder zurückbleiben wollen, und daß auch diejenigen, an die die Zumutung bisher noch nicht gemacht wurde, das erforderliche Opfer zugunsten der Jugendbildung und einer billigen Schonung der Volksgesundheit gerne bringen werden. Es kommt ihnen ja wieder zustatten, wenn ihre jungen Arbeiter tags nach der Schule nicht übermüdet und arbeitsunlustig an die Maschine kommen und überhaupt zu gesunden und kräftigen Menschen sich entwickeln.

Die normale Zeit für die Fortbildungsschule ist der mehr und mehr sieghaft durchdringende vierstündige Wochenhalbtage. In der gewerblichen Fortbildungsschule ist er fast allgemein. In Solothurn, Glarus, Thurgau und anderen Kantonen überwiegt er an den gewerblichen sowohl wie an den allgemeinen Fortbildungsschulen in bedeutendem Maße. In Gegenden, wo Landwirtschaft betrieben wird, bietet er nicht bloß keine Schwierigkeiten, sondern erweist sich äußerst vorteilhaft. Die Schüler werden für die Schule nur einmal in der Woche in Anspruch genommen; sie können zur Zeit der Viehfütterung wieder zu Hause sein, sie müssen den Schulweg nicht in späten Nachtstunden machen, wo abgesehen von der Schwierigkeit im winterlichen Schnee auch Gelegenheit zu allerhand Unfug geboten wird. Zudem ist ein Unterricht in den Tagesstunden eminent leistungsfähiger als in den Nachtstunden. Es ist deshalb in hohem Grade wünschbar, daß, wo keine besondern Verhältnisse ein zwingendes Hindernis bilden, die Probe mit dem vierstündigen Wochenhalbtage gemacht werde.

Wo aber diese beste Lösung der Fortbildungsschulfrage nicht möglich ist und von den Abendstunden nicht Umgang genommen werden kann, müssen wir des bestimmtesten daran festhalten, daß der Unterricht unter keinen Umständen über 9 Uhr ausgedehnt werde.

Die jetzigen Bildungsverhältnisse, deren Mangelhaftigkeit auch in den Rekrutenprüfungen ihren Ausdruck findet, rufen laut nach besserer Schulbildung unserer Jugend. Wir haben die Überzeugung, daß die Schulgemeinden und ihre Behörden sich dieser Einsicht nicht verschließen, und daß alles den redlichen Willen hat, nun, nachdem die Eidgenossenschaft mit ihren großartigen Subventionen zu Hülfe kommt, einen kräftigen Schritt vorwärts zu tun. Es geht natürlich nicht ohne Opfer ab, wie jeder Fortschritt Opfer kostet. Aber diejenigen, die für die Volksbildung dargebracht werden, finden reichlich Belohnung. So möge die Fortbildungsschule überall das richtige Verständnis finden und ein bedeutungsvoller Faktor unserer Volksbildung werden!

*Normalstatut für die obligatorischen Knabenfortbildungsschulen
des Kantons St. Gallen. (Vom 11. Dezember 1905.)*

Art. 1. Die von der $\left. \begin{array}{l} \text{polit.} \\ \text{Schul-} \end{array} \right\}$ Gemeinde
errichtete obligatorische Knabenfortbildungsschule hält sich in Zweck und Organisation streng an die Verordnung über die allgemeinen Fortbildungsschulen des Kantons St. Gallen.

Die Schule ist $\left. \begin{array}{l} 2 \\ 3 \end{array} \right\}$ kursig.

Art. 2. Schulpflichtig sind sämtliche bildungsfähigen Jünglinge der
 polit. } Gemeinde, die am 1. Januar des Jahres, in dem ein Kurs beginnt, das
 Schul- }
 17., } aber noch nicht das 19. Altersjahr zurückgelegt haben.
 16., }

Es können aber auch ältere und jüngere Schüler aufgenommen werden, letztere, sofern sie durch einen Lehrvertrag zum Schulbesuch verpflichtet sind, aber in Ermangelung einer gewerblichen den Eintritt in die allgemeine Fortbildungsschule wünschen.

Art. 3. Über Ausnahmefälle von Art. 13 der Verordnung, besonders über teilweise Dispensation auf Grund einer Prüfung, entscheidet die Fortbildungsschulbehörde unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Bezirksschulrat.

Art. 4. Der Unterricht findet statt:

An einem $\left. \begin{array}{l} \text{Vor-} \\ \text{Nach-} \end{array} \right\}$ mittag, wöchentlich in je 4 Stunden und zwar

An $\left. \begin{array}{l} \text{zwei} \\ \text{drei} \end{array} \right\}$ Wochenabenden von je Stunden und zwar

Art. 5. Der Kurs beginnt in der ersten Woche $\left\{ \begin{array}{l} \text{November} \\ \text{Mai} \end{array} \right\}$ und dauert wenigstens so lange, bis $\left\{ \begin{array}{l} \text{die Zahl von 100} \\ \text{das vorgesehene Minimum von 80} \end{array} \right\}$ Unterrichtsstunden erreicht ist.

Art. 6. Wenn die Schülerzahl nach Art. 31 der Verordnung die Errichtung von zwei oder mehr Abteilungen nötig macht, so findet die Teilung, wenn möglich, nach der beruflichen Stellung der Schüler statt.

Art. 7. Zur Erzielung eines regelmäßigen Schulbesuches werden unentschuldigte Verspätungen mit 20 Rp., unentschuldigte Absenzen mit 40 Rp. gebüßt. Zwei versäumte Stunden gelten als Tagesversäumnis.

Im weitem kommen die in Art. 33 der Verordnung genannten Strafbestimmungen zur Anwendung.

Grobfahrlässige, mutwillige und böswillige Beschädigungen des Schuleigentums verpflichten den Fehlbaren zum Schadenersatz.

Art. 8. Als Entschuldigungen gelten: Unvermeidliche Ortsabwesenheit oder Krankheit des Schülers, schwere Erkrankung oder Todesfall in der Familie.

Art. 9. Die Führung des Absenzen- und Bußenverzeichnisses ist Sache der Lehrerschaft.

Art. 10. Die Absenzen werden in der nächstfolgenden Lehrstunde erledigt und allfällige Bußen vom Lehrer oder von einem mit diesem Amte betrauten Schüler alsbald eingezogen. Diese fallen in die Fortbildungs-Schulkasse.

Bei allfälligen Anständen hat der Lehrer sofort dem Präsidenten der Kommission } Anzeige zu machen, worauf dieser unverzüglich die verantwortlichen Personen zur Rechenschaft zieht und für rasche Erledigung der Angelegenheit sorgt.

Art. 11. Die Schulbehörde wird die Lehrerschaft zur Beratung von Fragen, welche den innern Organismus der Schule und den Unterricht betreffen, beiziehen.

Art. 12. Die Lehrmittel und Schreibmaterialien werden $\left\{ \begin{array}{l} \text{sämtlichen} \\ \text{den unbemittelten} \end{array} \right\}$ Schülern $\left\{ \begin{array}{l} \text{zum Teil} \\ \text{ganz} \end{array} \right\}$ gratis verabfolgt.

Art. 13. Die Schüler haben sich sowohl während des Unterrichts als auch auf dem Schulwege anständig zu benehmen, durch Aufmerksamkeit und Eifer

den Unterrichtserfolg zu fördern und sich den Weisungen der Lehrerschaft zu unterziehen.

Im Schulhause darf nicht geraucht werden.

Art. 14. Die Lehrer, welche den Unterricht in der obligatorischen Fortbildungsschule erteilen, erhalten pro Lehrstunde eine Entschädigung von Fr. 2, 1.75, 1.50, 1.25.

Art. 15. Die Kommission } ist ermächtigt, diese Statuten von sich aus zu
Der Schulrat } ändern, insoweit die Änderung nur den Zweck hat, sie mit allfälligen neuen
erziehungsrätlichen Reglementen oder Verordnungen in Einklang zu bringen
und materiell von geringfügiger Bedeutung ist.

Art. 16. Vorstehende Statuten treten nach Genehmigung durch den Erziehungsrath in Kraft.

NB. Bei den übereinander gedruckten Angaben ist das Nichtentsprechende jeweils als gestrichen zu denken.

*Normalstatut für die freiwilligen Knaben-Fortbildungsschulen
des Kantons St. Gallen. (Vom 11. Dezember 1905.)*

Art. 1. Die vom {Gemeinderat} der {politischen} Gemeinde
 {Schulrat} {Schul-} errichtete freiwillige Knabenfortbildungsschule hält sich in Zweck
 und Organisation strenge an die Verordnung über die allgemeinen Fortbildungs-
 schulen des Kantons St. Gallen.

Art. 2. Schulberechtigt sind sämtliche bildungsfähigen Jünglinge der
 {politischen}
 {Schul-} Gemeinde, die am 1. Januar des Jahres, in dem ein Kurs beginnt,
 das {17..}
 {16..} aber noch nicht das 19. Altersjahr zurückgelegt haben.

Art. 3. Die eingeschriebenen Schüler bleiben für den ganzen laufenden Jahreskurs besuchspflichtig.

Art. 4. Es wird vorausgesetzt, daß die Schüler $\begin{Bmatrix} 3 \\ 2 \end{Bmatrix}$ aufeinanderfolgende Jahreskurse besuchen, und dementsprechend der Unterrichtsstoff auf $\begin{Bmatrix} 3 \\ 2 \end{Bmatrix}$ Jahre verteilt.

Art. 5. Der Unterricht findet statt:
An einem $\left\{ \begin{smallmatrix} \text{Vor-} \\ \text{Nach-} \end{smallmatrix} \right\}$ mittag wöchentlich in je 4 Stunden und zwar

An $\begin{Bmatrix} \text{zwei} \\ \text{drei} \end{Bmatrix}$ Wochenabenden von je Stunden und zwar

Art. 6. Der Kurs beginnt in der ersten Woche {November} und dauert wenigstens so lange, bis das in Art. 20 der Verordnung vorausgesetzte Minimum von 80 Unterrichtsstunden erreicht ist.

Art. 7. Wenn die Schülerzahl nach Art. 31 der Verordnung die Errichtung von zwei oder mehr Abteilungen nötig macht, so findet die Teilung, wenn möglich, nach der beruflichen Stellung der Schüler statt.

Art. 8. Zur Erzielung eines regelmäßigen Schulbesuches werden unentschuldigte Verspätungen mit 20 Rappen, unentschuldigte Absenzen mit 40 Rappen gebüßt. Zwei versäumte Stunden gelten als Tagesversäumnis.

Im weitem kommen die in Art. 33 der Verordnung genannten Strafbestimmungen zur Anwendung.

Art. 9. Als Entschuldigungen gelten: Unvermeidliche Ortsabwesenheit oder Krankheit des Schülers, schwere Erkrankung oder Todesfall in der Familie.

Art. 10. Die Führung des Absenzen- und Bußenverzeichnisses ist Sache der Lehrerschaft.

Art. 11. Die Absenzen werden in der auf sie folgenden Unterrichtsstunde erledigt und allfällige Bußen vom Lehrer oder von einem damit betrauten Schüler alsbald eingezogen. Diese fallen in die Bußenkasse, über deren Verwendung die Schüler unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Lehrer, eventuell der Schulbehörde, entscheiden.

Bei allfälligen Anständen hat der Lehrer sofort dem Präsidenten der Kommission } Anzeige zu machen, worauf dieser unverzüglich die verantwortlichen Personen zur Rechenschaft zieht und für rasche Erledigung der Angelegenheit sorgt.

Art. 12. Die Schulbehörde wird die Lehrerschaft zur Beratung von Fragen, welche den innern Organismus der Schule und den Unterricht betreffen, beziehen.

Art. 13. Die Schüler haben sich sowohl während des Unterrichts als auch auf dem Schulwege anständig zu benehmen, durch Aufmerksamkeit und Eifer den Unterrichtserfolg zu fördern und sich den Weisungen der Lehrerschaft zu unterziehen.

Im Schulhause darf nicht geraucht werden.

Art. 14. Jeder Schüler deponiert bei seinem Eintritt ein Haftgeld von 5) Franken. Dieses wird ihm beim Austritt wieder zurückerstattet, sofern nicht 3) unbegründeter Austritt oder Entlassung infolge von Strafvollzug oder rückständige Bußen dasselbe verwirkt haben.

Grobfahrlässige, mutwillige oder böswillige Beschädigungen des Schuleigentums verpflichten den Fehlbaren zum Schadenersatz.

Art. 15. Die Lehrmittel und Schreibmaterialien werden sämtlichen } Schülern {gratis
den unbemittelten } {zum Teil gratis} verabreicht.

Art. 16. Die Lehrer, welche den Unterricht in der Fortbildungsschule erteilen, erhalten pro Lehrstunde eine Entschädigung von Fr. 2, 1.75, 1.50, 1.25, 1.

Art. 17. Vorstehende Statuten treten nach Genehmigung durch den Erziehungsrat in Kraft.

NB. Bei den übereinander gedruckten Angaben ist das Nichtentsprechende jeweils als gestrichen zu denken.

24. 6. Kreisschreiben der Erziehungsdirektion des Kantons Thurgau an die Inspektoren und Vorsteherschaften der obligatorischen Fortbildungsschulen betreffend Dispensationen. (Vom 2. Oktober 1905.)

Es ist in den letzten Jahren wiederholt vorgekommen, daß die Mitteilungen über Fortbildungsschulen, welche nicht die erforderliche Schülerzahl hatten, erst so spät eingingen, daß die Anordnungen hinsichtlich der Verschmelzung von Schulen nicht mehr rechtzeitig getroffen werden konnten. Sodann berichten die Inspektoren, daß bei der Bewilligung von Dispensen ungleich verfahren werde. Ebenso ist die Zahl der Schulbesuche vielenorts ungenügend. Wir sehen uns daher zu folgenden Weisungen veranlaßt:

1. Die laut Formular den Schulvorsteherschaften eingeräumte Frist von 8 Tagen zur Berichterstattung über die Lehrerwahl, die Unterrichtszeit, die Verteilung der Fächer und die Zahl der Schüler ist genau einzuhalten, damit

die Berichte der Inspektorate bis spätestens Ende Oktober an das Erziehungsdepartement gelangen.

2. Es ist strenge darauf zu halten, daß Gesuche um Dispens vom Besuche der obligatorischen Fortbildungsschule so rechtzeitig eingereicht werden, daß sie vor Kursbeginn ordnungsgemäß erledigt werden können; später eingehende Gesuche sind zurückzuweisen, falls die Verspätung hätte vermieden werden können. Bei der Beurteilung der Dispensgesuche sind folgende Grundsätze zu beachten:

- a. Dispens soll nur solchen Jünglingen bewilligt werden, deren Verhältnisse den Besuch der Fortbildungsschule absolut nicht gestatten oder sehr erschweren und nur, wenn sie sich über genügende Kenntnisse ausweisen.
- b. Der Ausweis über genügende Kenntnisse soll nicht lediglich auf Grund der Zeugnisse als geleistet angesehen werden, sondern es soll jeweils eine Prüfung, wenn möglich im Beisein des Inspektorates stattfinden. In allen Fällen ist für den Dispens die Genehmigung des Inspektors einzuholen.
- c. Der Dispens soll sich in der Regel nicht auf das sogenannte Wechselfach (Schweizergeschichte, Verfassungs- und Naturkunde) erstrecken.

3. Die Schüler der gewerblichen Fortbildungsschulen, welche den Unterricht in den Fächern der obligatorischen Fortbildungsschule in besondern Kursen erhalten (§ 8 der Verordnung betreffend die freiwilligen Fortbildungsschulen) sind nicht zu den Dispensierten zu zählen; dagegen ist darüber zu wachen, daß der Übertritt in die gewerbliche Fortbildungsschule nicht zur teilweisen Umgehung der Schulpflicht mißbraucht werde.

Während des Semesters sollen nur solche Schüler neu in gewerbliche Fortbildungsschulen aufgenommen werden, welche aus einer gleichwertigen Anstalt kommen und sich durch Zeugnisse und eine Prüfung über entsprechende Kenntnisse ausweisen.

4. Die Mitglieder der Schulpflichtverwaltungen sollen sich die Ausführung der vorgeschriebenen Schulbesuche angelegen sein lassen. Es wird empfohlen, ein Besuchsbüchlein in Zirkulation zu setzen, in welches jedes Mitglied seine Besuche zu notieren hat und welches jeweils nach Ablauf von ein bis zwei Wochen an ein folgendes Mitglied zu übergeben ist.

25. 7. Tessin. Programma per le Scuole di disegno. (Del 4 dicembre 1905.)

Scuole Elementari. — Corso comune.

Disegno geometrico a mano libera e con strumenti di precisione. — Costruzione in cartone dei principali corpi solidi geometrici. — Loro definizioni, proprietà e misurazioni. — Studio della loro proiezione orizzontale e verticale con rilievi geometrici. — Applicazione di questo studio alla rappresentazione grafica di qualche oggetto d'uso domestico od strumento di lavoro.

Corso speciale. — I^o Anno.

Insegnamento del disegno applicato alle varie professioni. — Elementi di costruzione con misurazioni e rilievi.

Architettura. — Costruzione grafica di modanature. — Studio di particolari architettonici. — Nomenclatura. — Esercizi in disegno, in pittura ed in plastica secondo le varie professioni.

Ornamentazione. — Copia di foglie naturali appianate ed iscritte in figure geometriche. — Combinazioni di foglie naturali appianate e di figure geometriche ornamentali. — Esercizi in disegno, in pittura ed in plastica secondo le varie professioni.

II^o Anno.

Continuazione dell'*insegnamento del disegno applicato alle varie professioni*. — Rilievi geometrici con misurazioni. — Disegno assonometrico per i meccanici, carpentieri ecc.

Architettura. — Ordini con dettagli in grande scala. — Nomenclatura architettonica.

Ornamentazione. — Copia di foglie naturali in rilievo isolate od aderenti a piani ornati da figure geometriche ornamentali a semplici contorni o colorate. — Esercizi in disegno, in pittura ed in plastica secondo le varie professioni.

III^o Anno.

Continuazione dell'*insegnamento del disegno professionale*. — Semplici composizioni sopra temi obbligati. — Per i meccanici, i carpentieri ecc., esercizi in disegno sulle proiezioni assonometriche.

Architettura. — Dati partici relativi a semplici costruzioni — Principi di distribuzione. — Composizioni sopra semplici temi obbligati. — Disegni con dettagli in grandezza naturale.

Ornamentazione. — Continuazione dello studio dal vero di foglie naturali e di fiori. — Combinazioni loro o con figure geometriche ornamentali. — Semplici composizioni decorative applicate alle varie professioni su temi obbligati. — Esercizi in disegno, in pittura ed in plastica.

Nei tre anni del Corso speciale: Nozioni di storia dei vari stili di architettura e di decorazione documentate con fotografie e possibilmente con proiezioni luminose. — Studio in disegno, in plastica ed in pittura di frammenti d'architettura e di decorazione di vario stile. — Passeggiate d'istruzione. — Rilievi dal vero con note e schizzi.

NB. 1. Per le scuole semestrali il presente programma sarà svolto in quello spazio di tempo che le condizioni speciali della Scuola permetteranno.

2. Gli allievi delle Scuole elementari che avranno compiuto il secondo anno del Corso speciale di disegno professionale potranno essere ammessi alla Scuola secondaria.

Scuole secondarie. (Due anni di studio.)

Prospettiva pratica. — Studio dal vero a chiaroscuro ed a colori di corpi solidi geometrici variamente colorati e di oggetti d'uso domestico aventi relazione di proprietà e di forma con detti corpi.

Prospettiva lineare con applicazioni ad elementi di architettura.

Teoria delle ombre applicata all'architettura ed alla prospettiva.

Architettura. — Studi di particolari architettonici di vario stile. — Esercizi in disegno, in pittura ed in plastica. — Misurazioni e rilievi di elementi d'architettura antica e moderna che si possono trovare nei paesi dove risiedono le scuole. — Schizzi e note. — Elementi di composizione.

Ornamentazione. — Studi dal vero di elementi naturali (foglie, piante, fiori, farfalle, cochiglie, colleotteri ecc.) con applicazioni alla decorazione. — Combinazioni con elementi di architettura. — Esercizi in disegno, in pittura ed in plastica. — Studio di decorazioni dipinte ed in rilievo di vario stile. — Schizzi e note.

Figura. — Preparazione allo studio della figura. — Studi in disegno ed in plastica di osteologia dell'uomo e degli animali.

Storia dell'arte illustrata da fotografie e da proiezioni luminose. — Passeggiate d'istruzione. — Schizzi, note, rilievi.

Scuole Superiore di Architettura et di Arte decorativa. (Tre anni di studio.)

Architettura. — Architettura pratica. — Studio dei vari stili architettonici. — Studi sulle costruzioni. — Misurazioni e rilievi da monumenti. — Schizzi dal

vero. — Composizioni con schizzi estemporanei su temi obbligati. — Plastica architettonica antica e moderna.

Prospettiva. — Studio della prospettiva con applicazioni allo studio dal vero, al paesaggio, all'architettura, alla decorazione e scenografia ed al bassorilievo.

Figura. — Anatomia artistica. — Studi dal vero della figura umana e degli animali con applicazioni alla decorazione. — Studio delle pieghe. — Esercizi in pittura ed in plastica.

Ornamentazione. — Composizioni derivanti dallo studio della natura. — Esercizi di composizione su temi obbligati. — Studio dei vari stili. — Esercizi in pittura ed in plastica.

Storia dell'arte illustrata da fotografie e proiezioni luminose. — Passeggiate d'istruzione. — Schizzi, note e rilievi.

NB. In attesa dell'istituzione della Scuola Superiore di Architettura e d'Arte decorativa l'insegnamento della *figura* e dell'*ornamentazione* previsto nel presente programma potrà essere impartito nella *Scuola Secondaria di Lugano*.

26. 8. Decreto circa i quaderni ufficiali per le scuole elementari di disegno nel cantone del Ticino. (Del 4 dicembre 1905.)

Il Consiglio di Stato della Repubblica e Cantone del Ticino, su proposta del Dipartimento di Pubblica Educazione,

decreta:

1. Per le scuole elementari di disegno, in conformità al nuovo programma adottato il 4 dicembre 1905, viene scelto un modello uniforme di quaderni e di fogli reticolati come ai relativi campioni ostensibili presso il Dipartimento della Pubblica Educazione.

2. La Tipo-Litografia cantonale resta incaricata di preparare detto materiale in quantità corrispondente alle richieste che potrà avere da ogni singolo Municipio, e di fornirlo loro al prezzo di costo colle norme già stabilite dal decreto governativo circa i quaderni ufficiali del 4 agosto 1905.

3. Il presente decreto entra immediatamente in vigore.

27. 9. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes et du Département militaire du canton de Vaud aux commissions scolaires, au personnel enseignant, aux commandants d'arrondissement et aux chefs de section, concernant les cours complémentaires. (Du 10 octobre 1905.)

Nous vous communiquons ci-après les directions nécessaires pour les *Cours complémentaires* de 1905—1906.

1^o Dans les communes ayant plusieurs régents, les élèves seront répartis en autant de classes qu'il y a de maîtres.

2^o Dans les localités comprenant plusieurs classes, celles-ci seront organisées de façon à grouper les élèves ayant le même degré de connaissances.

3^o Les cours se donneront de jour, du 20 novembre au 23 décembre 1905 et du 8 janvier au 10 février 1906, à raison de 6 heures par semaine, soit 3 heures par jour les mercredi et samedi après-midi.

4^o La durée des cours est de 60 heures; elle ne peut, en aucun cas, être réduite. Les leçons continueront si ce chiffre n'est pas atteint au 10 février 1906.

5^o Les régents seront rétribués par l'Etat pour les leçons données le samedi.

6^o Lorsque le nombre des élèves d'un cours n'excède pas 5, le maître est autorisé à garder en classe, le mercredi après-midi, ses élèves garçons du degré supérieur, après entente avec la commission scolaire.

7^o Le règlement du 12 avril 1890 pour les écoles primaires sera spécialement observé sur les points suivants :

Absences. — Toutes les absences, avec indication des motifs d'excuse, s'il en existe, doivent être inscrites sur le rôle des élèves. A la fin de *chaque semaine*, un rapport d'absences est adressé au *président de la commission scolaire*, qui le transmet immédiatement au chef de section.

Répression des absences. — Chaque absence d'une heure est réprimée par deux heures d'arrêts, soit au maximum douze heures pour la semaine entière. Les arrêts sont infligés par le chef de section et ne peuvent excéder 9 heures consécutives ni avoir lieu pendant la nuit, ni durant les heures de cours. Ils doivent être subis le plus tôt possible et, au plus tard, dans les dix jours après l'envoi du rapport au président de la commission scolaire.

Si l'absence non justifiée a duré plus d'une semaine, le cas est dénoncé au commandant d'arrondissement, chargé de réprimer les absences aux cours à raison d'un jour d'arrêts pour chaque semaine manquée.

Les cas d'absence de plus de trois semaines seront soumis au Département militaire qui infligera les arrêts dans les limites de sa compétence.

Dans ces deux derniers cas, les arrêts seront subis au chef-lieu du district, tandis que les arrêts infligés par les chefs de section seront subis dans le local spécial fourni par la municipalité de la commune dans laquelle les cours ont lieu.

Indiscipline. — Les cas d'indiscipline seront déférés immédiatement par la commission scolaire au chef de section, dont la compétence est de douze heures pour le même élève. S'il y a lieu d'appliquer une peine plus forte, le chef de section doit en référer, sans délai, au commandant d'arrondissement, lequel soumet les cas graves au Département militaire.

Surveillance des cours. — Les commissions scolaires sont chargées de la surveillance des cours complémentaires; ceux-ci doivent être visités chaque semaine.

Les chefs de section n'interviennent que lorsque l'instituteur ou la commission scolaire réclame leur concours pour le maintien de l'ordre.

8^o Les jeunes gens devront produire, à l'ouverture des cours, leur livret scolaire. Cette pièce, conservée par le maître ou par le président de la commission scolaire, sera rendue aux élèves à la fin des cours. Les livrets égarés par les élèves seront remplacés à leurs frais (modèle 1899).

Les maîtres veilleront à ce que les livrets soient remplis exactement dans toutes leurs rubriques.

9^o Lorsqu'un élève change de domicile, le maître remet immédiatement son livret scolaire, après l'avoir régularisé, au président de la commission; celui-ci l'expédie sans retard au président de la commission scolaire de la nouvelle résidence de l'élève, ou au Département si le jeune homme quitte le canton. (Il a été constaté qu'à l'époque de Noël et du Nouvel-An, lorsque les domestiques changent de place, plusieurs d'entre eux échappent à la fréquentation des cours complémentaires.)

10^o Un examen organisé par le Département de l'instruction publique aura lieu au printemps. Il portera non seulement sur les branches du programme, mais aussi sur les travaux écrits faits pendant les cours.

11^o Les commissions scolaires rempliront avec le plus grand soin le formulaire bleu (liste des élèves) accompagnant la présente circulaire et le retourneront au Département de l'Instruction publique pour le 21 octobre, au plus tard.

12^o Les maîtres exigeront que les élèves, pour suivre les leçons avec fruit, soient pourvus du matériel nécessaire (art. 200 du règlement). A ce sujet, l'ouvrage intitulé le *Jeune Citoyen* est adopté pour être employé par les maîtres et les élèves dans les cours de l'hiver 1905—1906. Chaque élève devra, en outre, posséder une bonne carte parlante de la Suisse. Les autorités communales mettront à la disposition des maîtres, pour chacun des élèves, un exemplaire de la carte muette de la Suisse.

Les cours seront donnés conformément à l'horaire ci-après :

Heures	Mercredi	Heures	Samedi
1—1½	Géographie.	1—2	Calcul oral et écrit.
1½—2	Histoire.	2—2½	Histoire et instruction civique.
2—2½	Composition (étude du sujet).	2½—3	Composition (réd., correct.).
2½—3	Instruction civique.	3—3½	Géographie.
3—4	Calcul oral et écrit.	3½—4	Lecture.

Pour la marche de l'enseignement, nous renvoyons aux instructions données dans les circulaires du 20 octobre 1898 et du 4 octobre 1899.

NB. — Les commissions scolaires sont priées de remettre à chaque instituteur, aussitôt après réception, un exemplaire de la présente circulaire et douze formulaires pour rapports d'absences.

28. 10. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes et du Département militaire du canton de Vaud concernant le cours préparatoire aux examens de recrues. (Du 15 juin 1905.)

A la suite de l'examen subi par les jeunes gens nés en 1886, le Conseil d'Etat a décidé de maintenir pour 1905 le *cours préparatoire aux examens de recrues*.

A ce sujet, nous venons vous donner les directions suivantes :

I. Organisation. — Ce cours sera donné chaque jour, d'après les indications du tableau ci-joint, et ne pourra avoir lieu que de 6 à 8 heures du matin ou de 10 heures à midi; il aura une durée totale de *vingt heures*.

Les jeunes gens appelés à le suivre se réuniront dans les localités désignées à cet effet, à l'une ou à l'autre des heures fixées ci-dessus, après entente entre les commissions scolaires.

Celles-ci remettront aux maîtres du cours, avant le 26 juin, la liste des jeunes gens de leur ressort, nés en 1886, exception faite des dispensés. Les commissions scolaires délivreront à ces derniers les *cartes de dispense* ci-jointes.

Les maîtres du cours enverront au Département de l'Instruction publique, avant le 3 juillet, la liste des élèves qui doivent suivre le cours, avec l'indication des jours et heures de celui-ci.

Les jeunes gens qui changeront de commune pendant la durée du cours devront en informer immédiatement le président de la commission scolaire de la localité qu'ils quittent et celui de leur nouvelle résidence. Ces changements seront portés à la connaissance des maîtres. Ceux-ci exigeront la carte de fréquentation du cours.

Les commissions scolaires veilleront, d'une façon toute spéciale, à ce qu'aucun des jeunes gens astreints au cours n'échappe à cette obligation.

II. Matériel d'enseignement. — Les commissions scolaires mettront à la disposition des maîtres, pour *chacun des élèves*, un exemplaire de la *carte muette*.

Les jeunes gens auront à se procurer le matériel nécessaire pour les travaux écrits.

III. Fréquentation. — *Il ne sera pas accordé de congés.*

Les absences seront soigneusement inscrites. La liste en sera envoyée, après chaque leçon, au chef de la section militaire où le cours se donne.

Les *cartes de fréquentation* seront remises aux élèves des cours; la provision nécessaire sera adressée aux maîtres aussitôt après réception par le Département de la liste des élèves.

IV. Répression des absences. — Chaque absence d'une heure sera réprimée par deux heures d'arrêts. Ces arrêts seront infligés par le chef de section et ne pourront excéder douze heures consécutives, ni avoir lieu pendant la nuit;

ils devront être subis immédiatement et en dehors des heures du cours. Lorsque l'absence aura duré plus de trois jours, le cas sera dénoncé au commandant d'arrondissement, chargé de la réprimer comme suit:

Pour 1 semaine: 2 jours d'arrêts; pour 1½ semaine: 3 jours d'arrêts.

Les cas d'absence plus prolongée seront soumis au Département militaire.

V. Indiscipline. — Les cas d'indiscipline, à l'entrée et à la sortie du cours ou pendant la durée de celui-ci, seront déferés *immédiatement* au chef de section; ce dernier aura une compétence de *douze heures pour le même élève*. S'il y a lieu d'appliquer une peine plus forte, le chef de section devra en référer sans délai au commandant d'arrondissement, lequel soumettra les cas graves au Département militaire.

VI. Surveillance. — Le cours sera placé sous la surveillance des commissions scolaires, des délégués du Département de l'Instruction publique et du Département militaire.

Les jeunes gens qui ne travailleront pas sérieusement ou ne posséderont pas le matériel nécessaire seront dénoncés au chef de section qui les punira dans la limite de sa compétence.

Les arrêts seront subis au chef-lieu de district.

En ce qui concerne la surveillance des arrêts, l'arrestation des jeunes gens et les frais qui en résulteront, les articles 192, 195 et 196 du Règlement du 12 avril 1890 seront applicables.

VII. Dispositions finales. — Les instituteurs chargés du cours seront rétribués par la Caisse de l'Etat; ils auront à présenter au Département de l'Instruction publique un rapport établi sur le formulaire ci-joint.

La présente circulaire sera lue aux élèves à l'ouverture du cours.

Instructions aux maîtres du cours.

1. Chaque leçon de deux heures sera employée de la manière suivante: a. calcul oral environ 15 minutes; — b. calcul écrit environ 25 minutes; — c. lecture environ 10 minutes; — d. composition (directions générales; plans écrits au tableau noir; développements peu étendus, mais soignés) environ 30 minutes; — e. géographie, histoire et instruction civique environ 40 minutes.

2. *La carte muette sera seule utilisée pour chaque leçon.* Pour l'histoire et l'instruction civique, les jeunes gens seront appelés chaque fois à faire le compte-rendu oral.

3. L'enseignement sera donné d'une façon simple, précise, en laissant de côté tout détail accessoire.

Il sera basé sur le programme d'enseignement pour les cours complémentaires.

29. 11. Genf. Programme des cours spéciaux pour apprentis jardiniers. (1905.)

Ils auront lieu les lundi et jeudi, de 7½ à 9 heures du soir, du 5 octobre 1905 au 5 mars 1906, à l'Ecole du Grutli, 1^{er} étage (entrée: rue Général-Dufour). Surveillant des cours: *M. Marius Vitet.*

a. Enseignement de première année.

Premier cours (5 leçons). — *Confection florale.*

Professeur: M. Fritz Hirt.

Du jeudi 19 octobre au jeudi 2 novembre inclusivement. — *Fleurs coupées, soins et montage de la fleur. Confection de gerbes et bouquets.*

Deuxième cours (7 leçons). — *Botanique élémentaire.*

Professeur: M. Henry Correvon.

Lundi 6, jeudi 9 et lundi 13 novembre. *Histologie. Etude des éléments anatomiques des végétaux.*

Jeudi 16, lundi 20, jeudi 23 et lundi 27 novembre. *Organographie*. Organes de nutrition et de reproduction des végétaux; germination; fécondation simple et croisée; hybridité.

Troisième cours (6 leçons). — *Culture maraîchère*.

Professeur: M. Auguste Dufour.

Jeudi 30 novembre. Le jardin *potager* et le jardin *maraîcher*.

Lundi 4 décembre. *Outillage*. Coffres, châssis, cloches, etc.

Jeudi 7 décembre. *Semis*. *Repiquage* et *plantation*.

Jeudi 14 et lundi 18 décembre. *Engrais* chimiques et organiques. *Assolement*.

Jeudi 21 décembre. *Eaux* et *arrosage*.

Quatrième cours (6 leçons). — *Arboriculture fruitière*.

Professeur: M. Elie Neuray.

Jeudi 4 janvier *Pépinière*. Création d'une pépinière.

Lundi 8 janvier. *Multipliation*. Semis, boutures, marcottes, greffes.

Jeudi 11 janvier. *Plantation*. Soins généraux.

Lundi 15 et jeudi 18 janvier. *Taille des arbres fruitiers*. *Ebourgeonnement*, pincement, palissage et taille d'hiver.

Lundi 22 janvier. *Insectes*. *Maladies* et *parasites*.

Cinquième cours (4 leçons). — *Architecture paysagère*.

Professeur: M. Robert Koller.

Jeudi 25 et lundi 29 janvier, jeudi 2 et lundi 5 février. *Plans de parcs et jardins*. Détails préparatoires. Clôtures, allées, terrasses, eaux, formes, style, etc.

Sixième cours (7 leçons). — *Culture florale*.

Professeur: M. Ernest Dubois.

Jeudi 9 et lundi 12 février. *Serres* et *châssis*. Leur emploi, soins généraux, chauffage, orientation, etc.

Jeudi 16, lundi 19 et jeudi 23 février. *Multipliation*. Semis, boutures, marcottes, etc., leurs soins. *Repiquage* et *empotage*, taille et pincement.

Lundi 26 février. *Engrais* chimiques et organiques. Composts et terreaux.

Jeudi 1^{er} mars. *Eaux* et *arrosage*.

b. Enseignement de deuxième année.

Premier cours (5 leçons). — *Confection florale*.

Professeur: M. Fritz Hirt.

Du jeudi 5 octobre au jeudi 19 octobre inclusivement. — *Fleurs coupées*, leur emploi. — *Gerbes*, *Bouquets* de noces, fêtes, deuils, etc. — *Couronnes* et *paniers garnis*.

Deuxième cours (4 leçons). — *Arboriculture ornementale*.

Professeur: M. John Wolf.

Lundi 23 octobre. *Arbres d'ornement*. *Plantation* de taille.

Jeudi 26 et lundi 30 octobre. *Arbustes d'ornement*: feuilles caduques et persistantes. *Plantation*, taille, etc.

Jeudi 2 novembre. *Conifères*. *Multipliation*, *plantation*, etc.

Troisième cours (15 leçons). — *Cultures spéciales*.

Professeurs: MM. J. Wolf, E. Dubois, H. Correvon.

Lundi 6 novembre. *Le Rosier*. *Multipliation* et culture commerciale. (M. J. Wolf.)

Jeudi 9 novembre. *Les Palmiers*. *Multipliation* et culture. (M. J. Wolf.)

Lundi 13 novembre. *Les Plantes à feuillage*. Ficus, Bégonias, etc. (M. J. Wolf.)

Jeudi 16 novembre. *Les Fougères*. Multiplication et culture. (M. J. Wolf.)

Lundi 20 et jeudi 23 novembre. *Les Plantes vivaces* de pleine terre. Multiplication, culture et emploi. (M. J. Wolf.)

Lundi 27 et jeudi 30 novembre. *Le Chrysanthème*. Multiplication, culture et traitement des maladies. (M. E. Dubois.)

Lundi 4 décembre (exceptionnellement de 6 à 9 heures). *Cyclamens, Primvères*. Multiplication et culture. (M. E. Dubois.)

Jeudi 7 décembre. *Le Géranium*. (M. E. Dubois.)

Jeudi 14 décembre (exceptionnellement de 6 à 9 heures). *Les Œillets*. Multiplication, culture et traitement des maladies. (M. E. Dubois.)

Lundi 18 décembre (exceptionnellement de 6 à 9 heures). *Plantes aquatiques* et marécageuses. (M. H. Correvoon.) *Plantes alpines*. (M. H. Correvoon.)

Quatrième cours (8 leçons). — *Culture maraîchère*.

Professeur: M. Auguste Dufour.

Jeudi 21 décembre. *L'Asperge*. Culture commerciale.

Jeudi 28 décembre. *L'Artichaut*.

Jeudi 4 janvier. *Le Cardon*.

Lundi 8 janvier. *La Tomate*.

Jeudi 11 janvier. *Les fraisiers à gros fruits*. Culture commerciale.

Lundi 15 janvier. *Le Chou-fleur*.

Jeudi 18 et lundi 22 janvier. *Graines*. Durée germinative. *Epoque de semis* des légumes généralement cultivés.

Cinquième cours (6 leçons). — *Botanique*.

Professeur: M. Henry Correvoon.

Jeudi 25 et lundi 29 janvier, jeudi 2 et lundi 5 février. *Botanique systématique*. Classement des végétaux par familles, genres, espèces et variétés.

Jeudi 9 février. *Géographie botanique*.

Lundi 12 février. *Terminologie*. Termes techniques.

Sixième cours (2 leçons). — *Arboriculture fruitière*.

Professeur: M. Elie Neury.

Jeudi 16 février. *Mise à fruits*.

Lundi 19 février. *Taille des fruitiers à noyaux*. Pêcher, abricotier, etc.

Septième cours (4 leçons). — *Architecture paysagère*.

Professeur: M. Robert Koller.

Jeudi 23 et lundi 26 février, jeudi 1^{er} et lundi 5 mars. *Levée du plan*. Tracé, plantations, perspective et esthétique.

Des visites de cultures et des leçons pratiques seront annoncées ultérieurement.

IV. Sekundar- und Mittelschulen (Gymnasien, Seminarien etc.).

30. 1. Beschluß des Erziehungsrates des Kantons Zürich betreffend die Fähigkeitsprüfungen an der Handelsschule des kantonalen Technikums in Winterthur. (Vom 3. Juni 1905.)

Der neue Lehrplan der Handelsschule des Technikums bedingt einzelne Änderungen in den Anordnungen betreffend die Fähigkeitsprüfungen dieser Ab-